

L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que
les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident
à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

PREMIÈRE ANNÉE, No 9
Montréal, 5 février 1937

Fascisme et communisme

La tactique de Moscou

Vous connaissez la tactique actuelle des communistes: quiconque s'oppose à leurs menées est qualifié de fasciste. On le représente comme opposé à la démocratie, comme l'ennemi de toute liberté; il fait partie d'un vaste mouvement mondial qui ne tend à rien moins qu'à établir dans chaque pays une dictature tyrannique.

Et parce que les groupements catholiques ont répondu un peu partout à l'appel du Souverain Pontife, parce qu'ils se sont dressés vigoureusement contre le communisme, du coup ils sont devenus fascistes! L'Église elle-même n'a pas échappé à cette accusation.

Tactique habile mais malhonnête. Jamais l'Église n'a recommandé la dictature, de quelque nature qu'elle fût. Fidèle à sa doctrine de respecter le pouvoir établi, elle a accepté le fascisme en Italie, mais nulle part elle ne pousse ses fidèles vers lui.

Loin de là! En plusieurs pays, les évêques ont cru devoir élever la voix pour mettre les catholiques en garde contre tout régime dictatorial qui répugne, sauf en des circonstances exceptionnelles, à l'exercice légitime de la liberté.

Sans aller aussi loin que l'archevêque de Westminster, Mgr Hinsley, qui condamnait nommément, le 2 novembre dernier, le parti fasciste, les cardinaux français écrivaient vers la même date: « Nous espérons qu'en face des régimes soviétiques et des diverses formes de gouvernement, moins compatibles avec notre tempérament national et que des peuples ont cru devoir se donner, il y a place pour un régime où, sous la triple influence des inspirations chrétiennes, de la culture latine et de nos traditions françaises, fleurira une sage et joyeuse liberté. »

Et voici une déclaration récente de l'épiscopat de Belgique: « Nous désapprouvons formellement les tendances à l'une ou l'autre forme de régime totalitaire ou dictatorial, Nous n'attendons rien de bon pour l'Église catholique en notre pays d'un « État autoritaire », qui supprimerait nos droits constitutionnels, même s'il commençait par promettre la liberté religieuse. Nous voulons le maintien d'un sain « régime de liberté. »

La tactique, préconisée par Moscou et si parfaitement exécutée en Europe, est aussi suivie au Canada. Qu'on lise les journaux communistes, le *Daily Clarion* et *Clarté*: pour eux toute activité anticommuniste est fasciste.

Fascistes les démonstrations du 25 octobre en l'honneur du Christ-Roi, fasciste le premier ministre de la province de Québec, fascistes l'archevêque et l'Université de Montréal, fasciste l'École Sociale Populaire, etc., etc. N'avons-nous pas vu des journaux anglais soi-disant sérieux, comme le *Herald* et la *Gazette*, entrer dans le jeu et rattacher au fascisme tous ceux qui s'opposèrent à la récente propagande des délégués espagnols ?

Cette tactique, à l'usage surtout des milieux anglais, voici qu'on essaie de l'utiliser parmi les nôtres. *Clarté* y avait déjà recours. Une petite brochure adressée aux ouvriers, que vient de publier un Canadien anglais, né à Toronto, ancien élève de la Sorbonne et aujourd'hui professeur de français à Montréal et très mêlé au mouvement communiste, s'en sert largement.

Tout le mouvement nationaliste serait fasciste; tout le mouvement social catholique aussi, avec l'École Sociale Populaire et les Semaines sociales en tête!

De preuves l'auteur ne s'embarrasse guère. Ou il se contente d'affirmations gratuites, ou il apporte des faits erronés. Ainsi pour les Semaines sociales, il n'a pas d'autre argument que leur « propagande en faveur du corporatisme à la Mussolini », dont ferait foi la Semaine sociale des Trois-Rivières.

Or, s'il est un point sur lequel la plupart des conférenciers de cette Semaine ont insisté, c'est que le corporatisme de Québec devait être non un corporatisme à la Mussolini, c'est-à-dire un corporatisme d'État, qui s'impose par en haut, mais bien un corporatisme d'association, qui s'établit par en bas, qui naît spontanément des professions et est nettement marqué par un caractère démocratique.

On peut juger par cet exemple de la bonne foi de ces gens-là.

Leurs attaques nous auront au moins fourni l'occasion de faire une précision qui ne sera peut-être pas inutile, même pour nos lecteurs, au sujet du fascisme et du corporatisme.

Elles nous permettent aussi de signaler de nouveau à leur attention le récent volume de la Semaine sociale des Trois-Rivières.

Tout lecteur de bonne foi trouvera dans ces pages la doctrine authentique des Semaines sociales du Canada et de l'École Sociale Populaire, inspirée des encycliques des Papes. Et il verra qu'il n'y a pas l'ombre de fascisme là-dedans.

LA DIRECTION

Contre la dictature économique

La plupart des journaux ont reproduit la conférence faite par le docteur Philippe Hamel, député de Québec-Centre, à Montréal, le 18 janvier 1937. C'est un vigoureux réquisitoire contre la dictature économique, si énergiquement dénoncée par

l'encyclique *Quadragesimo anno*, telle qu'elle s'exerce dans notre province. Il faut lire attentivement ces pages vigoureuses et méditer les graves avertissements qu'elles contiennent. On en trouvera le texte complet dans le *Devoir* du 19 janvier.

Directives sociales catholiques

Par le R. P. CHAGNON, S. J.

Nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs cet avant-propos du livre du R. P. Chagnon, qui paraît aujourd'hui même.

On trouvera dans ces pages quelques fragments de la doctrine sociale de l'Église, un essai de commentaire qui porte principalement sur la seconde partie de l'encyclique *Quadragesimo anno*. Au cours de l'automne 1936, nous donnions une série de leçons publiques dans la salle du Gesù, à Montréal. Un texte rédigé hâtivement, sous la pression de tâches urgentes, servit de base à l'exposé oral. Des auditeurs trop bienveillants ont demandé la publication de ces cours. Faute de temps et de loisirs, nous sommes contraint de reproduire tel quel un texte schématique et austère, écrit en vue d'un commentaire oral. Nous espérons toutefois que cette modeste publication, malgré ses lacunes, pourra contribuer à faire connaître un peu mieux la doctrine sociale catholique.

Après avoir évoqué le péril communiste, nous avons tenté de mettre en lumière la doctrine positive de l'encyclique, les principes fondamentaux de la réforme du capitalisme. Comprendons bien que l'enseignement pontifical n'est pas une panacée magique, une sorte de recette économique qu'il suffirait d'appliquer mécaniquement. La doctrine de l'Église n'est pas une technique, mais une morale économique et politique. Elle pose un ensemble de principes généraux, nécessaires et indispensables dans l'œuvre de reconstruction sociale. Elle est le phare lumineux qui signale les écueils, indique la route à suivre...

Au grand congrès catholique tenu à Malines, au mois de septembre 1936, le premier ministre de Belgique, M. Van Zeeland, éminent technicien en matières économiques, faisait cette magnifique déclaration: « La crise d'aujourd'hui est avant tout d'ordre économique et social; or, dans ces domaines complexes et agités où les problèmes économiques et sociaux se mêlent si étroitement pour donner aux difficultés de notre époque leurs caractéristiques, je ne

connais pas, à l'heure d'aujourd'hui, une seule doctrine dont la cohésion, la sûreté, la souplesse, serrent les réalités immédiates de plus près que celle des encycliques. Pour moi, après avoir fait le tour, dans un souci d'objectivité scientifique, des grandes doctrines économiques ou sociales qui se sont précisées au cours du siècle dernier, je suis arrivé à la conclusion que toutes étaient dépassées par les faits, qu'aucune n'était assez large pour satisfaire aujourd'hui aux aspirations qui soulèvent les peuples les uns après les autres.

« Je ne veux point prétendre que dans les encycliques ou dans les commentaires qui les ont accompagnées se trouvent inscrites en toutes lettres des solutions précises pour toutes les difficultés de caractère économique ou social; loin de là! Ce dont je suis persuadé, c'est que, greffées sur le tronc des vérités catholiques, les indications générales que contiennent les encycliques sont le guide le plus sûr, le corps de doctrine le plus cohérent qui existe en ce moment dans le monde. »

Ayons la « foi sociale ». Les directives promulguées dans une encyclique ne sont pas des définitions *ex cathedra* émanant du Magistère extraordinaire et infaillible, mais cet enseignement s'impose obligatoirement à tous les catholiques; il exige, outre la soumission extérieure, une adhésion de la volonté et de l'intelligence. Quand le Pape déclare « avoir le droit et le devoir de se prononcer avec une souveraine autorité sur les problèmes sociaux et économiques — non certes dans le domaine technique — mais en tout ce qui touche à la loi morale », il est clair qu'une obligation d'obéissance s'impose à tous les fidèles. Quant aux applications concrètes des principes, au sujet de l'opportunité de telle ou telle mesure, les divergences et les controverses sont inévitables entre sociologues. *In dubiis libertas, in omnibus caritas*. Que la charité unisse tous les catholiques dans une soumission respectueuse et confiante aux directives pontificales, message de salut, que nous avons le devoir de méditer et de répandre.

L'ORDRE CORPORATIF

aux prises avec la réalité

Journées d'études sociales catholiques tenues à Paris

III. — Dans l'industrie

M. Tainturier, chef d'entreprise, vice-président d'un important syndicat industriel, pose le problème sans ambages: crise économique, crise sociale, crise politique, la période actuelle marque l'aboutissement logique, inéluctable, de la période libérale. Les faux dieux sont morts: libre-échange, liberté de l'offre et de la demande, concurrence, course aux bas prix de revient et donc aux bas salaires, triomphe de l'argent anonyme, pouvoir tyrannique de l'argent, et, animant le tout, le mythe de la liberté, qui ne permettrait pas de voler le voisin, mais de le ruiner, qui n'autorise pas à le tromper mais à tout dire sur les tréteaux des réunions publiques.

Il faut sortir de ces ruines, mettre de l'ordre, créer une discipline, organiser l'économie pour éviter l'erreur de l'économie dirigée. L'organisation corporative est à la base de cette économie organisée. Nous devons, dit M. Tainturier, fixer nos statuts professionnels parce que nous sommes compétents pour le faire, dans chaque branche. Il conviendra de définir d'abord les frontières de chaque corporation, selon les métiers et les produits. Reconnaître ensuite, recenser tous les membres, des chefs d'entreprise aux ouvriers; chaque citoyen doit être inscrit sur la liste corporative, pour en recevoir ses droits et obligations professionnels, comme il est inscrit sur les états du recrutement militaire ou sur la liste électorale.

M. Tainturier incline à l'obligation légale de faire partie d'un syndicat, la représentation au sein des conseils corporatifs émanant des syndicats. Quoi qu'il en soit, la profession comprenant diverses fonctions des patrons aux ouvriers, tous ont droit à la prospérité de l'ensemble, le devoir d'y collaborer selon leurs responsabilités, et le chef d'entreprise couvrirait la responsabilité de sa gestion. Ainsi, les règles professionnelles pourront être homologuées, coordonnées entre les diverses professions, les corporations représentées auprès des pouvoirs publics. Ainsi encore, les classes ouvrières trouveront les garanties qui leur manquent: apprentissage, enseignement technique, propriété du métier, réglementation du travail, des salaires, de l'hygiène, allocations familiales, assurances sociales, retraites; en même temps, les engagements commerciaux, le crédit, la loyauté et la qualité du produit pourront être contrôlés et assurés.

Enfin, l'économie française pourra s'arracher à la domination de l'argent, des banquiers. Et M. Tainturier dressa, en quelques mots, le tableau le plus concret de cette emprise du capitalisme bancaire et industriel, sur les entreprises commerciales et industrielles restées saines: le banquier, auxiliaire des producteurs et prétendant les diriger; les marchands d'argent aspirant à devenir les maîtres de l'économie, y réussissant souvent. En sorte que ces auxiliaires, utiles lorsqu'ils remplissent leur rôle, ont perverti tout ce qu'ils asservirent, lorsque, grisés, ils ont usurpé la fonction d'autrui. — (A suivre)

Le communisme bolchevique constitue aujourd'hui une menace des plus graves dans la plupart des pays du monde. Ce danger provient surtout de la propagande acharnée, méthodique et savante à laquelle se livrent des agents aux ordres de Moscou.

Les
deux

La guerre en Espagne

Sa vraie signification

Lutte à mort entre le communisme anarchique et la civilisation chrétienne

La propagande de Madrid, appuyée par les forces de Moscou, fait son œuvre. A lire certains journalistes et à écouter certains conférenciers, tous catholiques, les deux partis espagnols qui sont aux prises se vaudraient: il y a du bon et du mauvais de chaque côté.

Voici, pour balayer ces nuées, quelques lignes d'un rapport présenté au cinquante-troisième congrès des juristes catholiques, tenu à Paris du 26 au 28 octobre dernier. Elles sont d'un religieux espagnol, docteur en droit, et qui parle de choses qu'il connaît personnellement, le P. Théodoro Toni, S. J.

Beaucoup de ceux qui ont prétendu juger les événements d'Espagne n'en ont pas su voir la vraie signification et ont été injustes dans leur appréciation.

La présente guerre n'est ni une sédition militaire, ni une lutte politique, moins encore une vulgaire cabale née d'ambitions ou de rancunes personnelles. Son sens est beaucoup plus élevé et ses origines sont beaucoup plus profondes.

Témoignage d'un révolutionnaire

Nous, catholiques, nous ne sommes pas seuls à l'affirmer; nos ennemis eux-mêmes le confessent. Précisément à Saint-Sébastien, au bruit du canon qui ravageait les positions d'Irun — un des épisodes les plus significatifs du conflit, — Robert Castrovido, écrivain de gauche et leader révolutionnaire, écrivait: « Deux Espagnes luttent face à face, deux classes sociales, deux systèmes, deux mondes: l'un qui s'en va et se débat dans sa chute; l'autre qui avance et qui construit du neuf. C'est plus qu'une guérilla, c'est une révolution universelle qui lutte dans cet exemple national de l'Espagne contre tous les monstres du passé unis dans un faisceau: l'Église, l'armée, la royauté, l'aristocratie, la bourgeoisie, le capitalisme. Ne rapetissons pas, en l'appelant guerre civile carliste, cette lutte épique de la révolution contre la contre-révolution, petite-fille de cette contre-réforme qui eut pour âme saint Ignace de Loyola et pour bras Philippe II. » (*Frente popular*, 5 septembre 1936.)

Un duel gigantesque est ouvert entre une révolution populaire profonde, furieusement matérialiste et athée, qui met en jeu toutes ses forces publiques et secrètes avec ses artifices diaboliques, et une contre-révolution, populaire aussi, profondément populaire, spirituelle, ardente à défendre ce qu'il y a de plus humain et de plus sacré; deux camps d'un même peuple qui luttent pour leur descendance et leur héritage. Au dire des révolutionnaires eux-mêmes, le 18 juillet 1936 est une date historique qui, telle une borne, sépare deux mouvements « bien distincts »: celui de la matière brute et celui de l'esprit affiné, celui des revendications terrestres et celui des aspirations éternelles et des valeurs métaphysiques.

Une poussée violente

En réalité, la guerre civile a été provoquée par une poussée violente, qui a haussé la révolution déjà régnante, au sommet de ses aspirations dans le cadre de la « République des travailleurs de toute classe ». Pour ce motif, sur les territoires où elle a dominé, elle a exterminé les personnes et les choses sacrées, dissous les Congrégations religieuses, pillé la propriété publique, détruit la propriété privée à la campagne, et a formé une

armée antiprétorienne et essentiellement « républicaine ». La guerre a porté au summum ses aspirations bestiales.

Il faut le répéter: il s'agit aujourd'hui, chez nous, d'une lutte à mort de deux tendances, de deux idées, de deux universalismes se disputant l'hégémonie du monde: l'universalisme de Moscou et le catholicisme romain; le communisme anarchique, utopique, haineux, destructeur, et la civilisation chrétienne, mère de l'ordre, protectrice de l'autorité et semeuse de paix. La crise actuelle, quoiqu'elle ait des causes variées, est née avant tout des aspirations logiques du communisme libertaire. Cette impression profonde s'impose en présence de son évolution.

La doctrine du communisme

Le communisme vise explicitement à substituer à la civilisation présente une vie sociale athée et matérialiste. En effet, d'une manière constante, le communisme s'est rattaché à la doctrine de Karl Marx. En conséquence même de la pensée marxiste, l'athéisme, le matérialisme, la violence et le rejet de la charité ne sont pas seulement, dans le communisme, des excès provoqués par les oppositions rencontrées ou par les exagérations assez habituelles dans les luttes des révolutions; mais ce sont des aspects essentiels de la vie que le communisme veut pour l'humanité. Selon le marxisme, aucun Dieu ordonnateur et juge; le monde entier n'est qu'une lutte constante où tout change et passe. La religion ne saurait être qu'un affaiblissement et un frein dans la lutte et dans la transformation de ce monde. Toute idée religieuse est une abomination (Lenine). Pour ceux qui seront conquis par le marxisme, pas de vie future, rien au-dessus de la recherche des jouissances terrestres pour l'humanité, et même les libertés les plus sacrées des personnes sont subordonnées à ce qu'on estimera le bien-être collectif. Cette philosophie du devenir et du changement constant détruit encore toute stabilité et toute obligation dans la famille; elle rend caducs les engagements et les contrats. Ce n'est pas seulement la propriété privée qui est niée, c'est l'ensemble des valeurs morales fixes sur lesquelles repose toute vraie civilisation.

(Déclaration du Conseil de vigilance du diocèse de Paris)

Après avoir démontré que la guerre a été déclenchée par les groupements socialistes plutôt que par le Parti communiste, le P. Toni continue:

La part du communisme

Nous devons pourtant reconnaître, pour être objectif, l'influence considérable du communisme comme tel pendant ces dernières années. Pendant toute la durée de la République et particulièrement depuis le commencement de la période électorale de 1936, la presse communiste s'est faite avec grand succès l'organe de la violence et a semé la haine dans le peuple. Ses périodiques et ses éditions de tout genre, feuilles, tracts et revues, ont déferlé comme une marée, spécialement depuis le triomphe du *Frente popular*, au mois de février. L'argent communiste s'est répandu à flots, alimentant de ses largesses armement et propagande...

La révolution et la guerre espagnole du côté du gouvernement de Madrid sont communistes. Le communiste se les est adjugées, leur donne son caractère, et le communisme international les patronne et les soutient effrontément comme siennes.

Si toute révolution est « un mystère de l'ordre religieux et est l'antichristianisme », nous savons déjà que toutes les révolutions passées, y compris la plus sauvage, la Révolution française, ont été, au dire de leurs dirigeants, un pâle reflet de leurs aspirations. Voilà pourquoi la guerre actuelle, du côté des révolutionnaires, est communiste cent pour cent.

Contre le bolchevisme

Le mouvement catholique et sa direction

Mise au point

L'agence *Associated Press* a transmis, il y a quelque temps, une nouvelle sensationnelle. Elle annonçait que l'Église catholique avait l'intention d'engager dans le monde entier une lutte à fond contre le bolchevisme. Au centre de cette action devrait se trouver la *Commission pro Deo*, qui deviendrait ainsi l'animateur de tout le mouvement. Cette nouvelle fit le tour de la presse et elle fut reproduite par les journaux catholiques. On y croyait parce qu'on supposait que la nouvelle provenait d'une communication de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques du Vatican. Cependant, les *Lettres de Rome*, revue de grande autorité, viennent de déclarer cette nouvelle sans fondement.

La *Commission pro Deo*, à la tête de laquelle se trouvent des catholiques, des protestants et des orthodoxes, affirme la revue,

mains la direction du mouvement. Et les ouvriers ne seront gagnés à cette lutte que s'ils savent et, pour ainsi dire, touchent du doigt que, dans ce terrible bouleversement, l'Église lutte avant tout pour leurs âmes et pour leur salut éternel, s'ils savent que ses fidèles font tout ce qui est humainement possible pour leur assurer un juste salaire et une existence vraiment humaine, et s'ils voient que le programme social catholique est proposé intégralement.

Nous faisons remarquer, concluent les *Lettres de Rome*, que dans ces lignes nulle attaque n'est faite contre la *Commission pro Deo* et nulle leçon n'est donnée aux politiciens et aux économistes. Nous avons seulement voulu faire cesser des bruits qui commençaient déjà à jeter le désordre dans nos rangs. On en retiendra deux points essentiels. Premièrement, le mouvement catholique contre le bolchevisme a sa propre direction, il a ses principes, ses hommes et son drapeau à lui; deuxièmement, les catholiques sont prêts cependant à une entente, à une collaboration avec tous ceux qui, pour défendre la religion et la civilisation, luttent contre les forces destructives du bolchevisme.

A l'exposition universelle de Paris
Propagande soviétique

Les soviets n'ont pas voulu manquer l'occasion offerte par l'exposition de Paris pour intensifier leur propagande. Ils ont obtenu un emplacement de 6,500 mètres carrés situé à l'un des meilleurs endroits et vont y construire un des plus grands pavillons de l'exposition, auquel seront adjoints un cinéma et un théâtre. La revue *Sowjet Wirtschaft und Aussenhandel*, organe officiel de la délégation soviétique à Berlin, décrit les projets du gouvernement de Moscou comme suit: « Le visiteur apprendra à connaître les progrès techniques et industriels du pays des soviets... démontrés par des cartes lumineuses qui feront impression sur lui. Les principaux chapitres de la nouvelle Constitution seront illustrés par un matériel artistique. On y démontrera la liquidation du chômage, l'augmentation de la population, la journée de sept heures, la protection du travail et de la santé publique, les assurances sociales et la prévoyance pour la mère et l'enfant... »

De la part du Komintern on ne pouvait guère s'attendre à autre chose qu'à de la propagande politique, quoique l'exposition porte le titre: « Art et technique contemporains. »

Le Komintern et le Japon

Le Japon fait un effort remarquable pour soutenir la lutte contre le Komintern. Les milieux officiels ont établi un travail bien documenté sur « les agissements de la III^e Internationale communiste pour la soviétisation du monde ». Ce travail, qui sortira de presse sous peu, passe en revue l'histoire du Komintern, son activité tant en Europe qu'en Asie et en Amérique, consacre un chapitre aux Fronts populaires et conclut en faisant appel au monde civilisé pour unir ses efforts contre le péril rouge.

« Quant à l'action du Komintern à l'égard du Japon, comme elle est actuellement toujours dirigée contre lui, on peut s'attendre à ce que le Japon emploie tous les moyens en son pouvoir pour la neutraliser. Dans le passé, certaines organisations communistes et autres similaires ont surgi dans le pays sous l'influence du Komintern, mais elles furent chaque fois brisées par la main de fer de la loi. Cette politique de rigoureuse suppression sera maintenue sans la moindre mitigation car c'est le Komintern qui suggéra à sa filiale alors existant au Japon l'idée de l'abolition de la monarchie, la confiscation des biens de la maison impériale et l'adhésion à l'Union soviétique, toutes choses qui non seulement menacent les bases mêmes de son existence nationale, mais en font le vassal d'un pays étranger. »

L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bi-mensuel
de doctrine et d'action sociale
publié par

LES SEMAINES SOCIALES
et l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction: 1961, rue Rachel Est
Administration: 4260, rue de Bordeaux
MONTRÉAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Si nous signalons avec netteté le danger très réel du communisme, ce n'est pas pour vous faire peur, mais pour appeler votre attention sérieuse et unanime sur la nécessité et l'obligation de le combattre avec décision, vigueur et persévérance, partout où il se manifeste.

Pour un ordre nouveau

Un député dénonce la libre concurrence effrénée

M. Lionel Chevrier, député libéral de Stormont, a prononcé le 18 janvier, à la Chambre des Communes, un discours tout imprégné de la doctrine sociale de l'Église. Il n'a pas craint de dénoncer vigoureusement la « libre concurrence absolue qui a dégénéré en dictature économique » et de demander la réforme du régime actuel, « car autrement on n'arrivera pas à défendre efficacement la société contre l'assaut des forces révolutionnaires ». Ce sont les paroles mêmes de l'encyclique *Quadragesimo anno*.

On parle, dit l'orateur, « d'une reprise des affaires, mais une reprise des affaires, dans la véritable acception du mot, ne surviendra que lorsque toutes les classes de la société en bénéficieront, le pauvre comme le riche, le faible comme le puissant, le cultivateur et le salarié comme l'administrateur grassement rémunéré. On ne pourra pas obtenir de stabilité et de reprise des affaires sans une distribution plus équitable de la richesse ».

Abordant les relations entre le capital et le travail, il rappelle que « le contrat de travail est le louage non d'une chose matérielle, mais des services d'un individu, c'est-à-dire d'un être humain, et il est impossible de séparer un individu de son travail. Le contrat de travail énonce deux obligations: 1° celle de payer les services rendus d'après leur valeur, et 2° celle de faire usage de l'objet loué conformément à sa nature ».

Hélas! presque toujours il n'en est pas ainsi. Bien souvent, dit l'orateur, les ouvriers et les ouvrières touchent un salaire non seulement injuste, mais encore déshonorant pour l'employeur. Et ils sont obligés de travailler dans des conditions déplorables qu'un patron tout-puissant se refuse de changer.

Salaire équitable

« On ne devrait pas tolérer semblable état de choses, et l'État devrait intervenir, à mon humble avis. Je voudrais aller plus loin, continue l'orateur, et exposer ce que j'entends par salaire équitable. En règle générale, l'employeur doit payer à l'employé un salaire conforme à la valeur du travail et, pour déterminer la valeur du travail d'un homme, il faut considérer sa nature. Pourquoi l'homme travaille-t-il? Simplement pour chasser le cafard, pour se former le caractère ou pour développer ses forces musculaires? Jusqu'à un certain point, oui, mais surtout pour gagner sa subsistance. C'est pour cela que l'homme travaille; c'est l'objet et la fin de son travail. Le patron et l'employé peuvent, s'ils le désirent, marchander en vue de fixer les salaires, mais en sus et au-dessus de leur marchandage, il existe la justice naturelle, qui est une loi plus ancienne et plus sacrée que toutes les autres et qui prescrit que le patron doit verser à son employé un salaire raisonnable lui permettant de vivre honorablement. Cela veut dire que le salaire doit être suffisant pour qu'il puisse subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille, payer son loyer, se récréer honnêtement de temps à autre et faire des économies pour les jours de maladie et d'infortune... »

« Au cours de la crise, monsieur l'Orateur, plusieurs sociétés ont versé et versent encore d'énormes traitements à leurs administrateurs, ont payé à leurs actionnaires des dividendes fabuleux, mais elles n'ont pas payé et elles continuent de ne pas payer à leurs employés un salaire juste et équitable. J'ai dit, il y a un instant, que je croyais que l'État devrait intervenir, mais je suis d'avis que les fabricants devraient d'abord régler eux-mêmes ce problème, car ils sont responsables en premier lieu. Ce sont eux qui lui ont donné naissance; à eux d'aider à sa solution. S'ils apportaient à la solution de ce problème une fraction seulement du temps qu'ils consacrent à leurs propres intérêts, j'estime qu'ils pourraient le résoudre. Malheureusement, ils ne semblent s'intéresser qu'à ce qui leur permettra de favoriser leurs propres intérêts; aussi quand on demande à l'État d'intervenir et qu'il consent, les fabricants s'y opposent énergiquement en alléguant qu'il doit y avoir une concurrence libre et sans restrictions et, en outre, que les salaires doivent être fixés d'après la loi de l'offre et de la demande. Ils prétendent donner à l'employé le salaire

qu'ils peuvent l'induire à accepter. D'autre part, ils réclament le droit de se constituer en vastes monopoles, comme ceux de la houille, de l'essence, du lait, des viandes, du pain et autres denrées, et une fois que ces monopoles sont établis, ils vendent leurs produits au consommateur aux plus hauts prix possible. Ils demandent le droit d'amasser des fortunes colossales et de continuer de payer des salaires ridiculement bas. Si les employés menacent de se constituer en associations, les fabricants s'y opposent, et cependant ils font partie de la plus puissante organisation de fixation des prix qui existe. »

Situation intolérable, ajoute l'orateur, et qui appelle un prompt remède. L'État ne peut laisser subsister de tels abus. Mais peut-il légalement intervenir? Qu'il emploie l'arme du tarif en ne protégeant que les industries qui le méritent.

La mystique du communisme

On veut être assuré de réussir et de durer, et la jeunesse c'est l'avenir. Si on la tient, on met ainsi dans son jeu toutes les chances de succès et de survie. Cet appétit d'ambition ne s'arrête devant rien. C'est en Russie que l'on trouve en ce moment l'expression la plus monstrueuse de cette théorie. Le matérialisme marxiste qui promet le bonheur de l'humanité par la production implique une conception dans laquelle l'individu n'existe que pour la collectivité. L'enfance est la chose de la collectivité, du bolchevisme. Comme la valeur d'un homme se mesure à celle de sa production, l'enfant ne sera formé que dans ce but, et le métier devient la seule chose importante. Comme toute religion suppose une morale qui pourrait entrer en conflit avec la doctrine communiste, l'éducation doit être athée. Dans quelques années, quand, par la faiblesse inconcevable et impardonnable du monde, le bolchevisme aura développé ses conséquences, nous serons en face d'un type d'homme bien dangereux. Dans notre propre milieu nous commençons à voir à l'œuvre une jeunesse communiste. Certains pensent qu'avec l'arrivée de temps meilleurs, et un renouveau de prospérité, le communisme aura perdu son principal argument et ne sera plus un danger pour nous. J'ose dire en tout respect qu'ils ne connaissent pas le communisme. Nous sommes en présence d'une mystique, et le communisme ne cédera rien à la prospérité. Toujours il continuera son œuvre de destruction et ce serait le mal connaître que d'en juger autrement.

(S. Exc. Mgr Gauthier aux scouts catholiques)

Justice et charité

En terminant, le député de Stormont trace le tableau de la société divisée en deux groupes: une poignée de riches débordant de biens, une multitude de travailleurs souffrant de privations. Ce partage injuste des richesses met en péril la société. On a invoqué pour la sauver plusieurs théories, « entre autres le communisme et le fascisme, mais ces remèdes sont encore pires que le mal. Tous deux sont incompatibles avec les traditions et les institutions de notre pays, et si jamais ces théories venaient à prévaloir, nul doute qu'il en résulterait le chaos le plus complet au Canada.

« A mon humble avis, la solution repose dans la réforme et le retour aux deux vertus de justice et de charité, vertus qui sont vieilles comme le monde mais qui, avec l'aurore des temps nouveaux, semblent avoir été reléguées dans le passé. Si ces institutions qui détiennent le pouvoir et la richesse abandonnaient leur individualisme et leur égoïsme et pratiquaient davantage la justice et la charité, je crois que la société retrouverait son équilibre. Je crois aussi que les forces du capital et du travail prendraient dans la société le rang qu'elles sont censées occuper; elles collaboreraient ensemble, elles entretiendraient entre elles des relations amicales, et elles travailleraient de concert pour le plus grand bien de tous. »

Un tel discours fait honneur au député de Stormont. Puisse-t-il contribuer à ouvrir les yeux de ceux qui tiennent les leviers de commande et les amener à édifier l'ordre nouveau que réclament les temps actuels!

the greatest obstacles in the road of working class emancipation... I think the present policies of the C. P. are detrimental to the working class. I think it (le C. P.) does more harm than good.

Nous n'avons pas à vanter les bienfaits de la démocratie. Mais un parti qui en pratique si peu les libertés est bien mal qualifié pour dénoncer le fascisme. Quant aux doctrines communistes, tout homme d'ordre admettra que le parti qui les propage accomplit une tâche néfaste, une œuvre de mort. L'Ex-Radical pense maintenant ainsi, malgré qu'il ne renonce pas à son premier idéal.

Puisse son témoignage convertir ses anciens collaborateurs et préserver ceux qui seraient tentés de courir la même aventure décevante!

Contre Trotsky

Le secrétaire général du Parti communiste, Tim Buck, a publié le 26 janvier une déclaration relative au procès en cours à Moscou. Il s'élève avec violence contre Trotsky et ses disciples qui, déclare-t-il, accomplissent leur œuvre de trahison, non seulement en Russie où ils ont tenté d'assassiner Staline et ses meilleurs lieutenants, mais à travers le monde, dans la plupart des pays. Au Canada, par exemple, ils essaient de diviser les forces de la C. C. F., du congrès de la Jeunesse, du mouvement pour la paix, des unions ouvrières et des

associations de chômeurs. Il faut combattre énergiquement, conclut Tim Buck, ces forces contre-révolutionnaires.

Assemblées communistes

Deux assemblées publiques ont eu lieu récemment à Montréal pour glorifier les chefs communistes. La première, tenue dans la salle Strathcona, rue Sherbrooke, était consacrée à l'Espagne. Le principal orateur fut le président du Comité de « l'Aide à la démocratie espagnole », le Rév. Ben H. Spence. Il fut remercié par le consul d'Espagne, M. Eugène Forsey, qui loua la générosité des Canadiens envers ses compatriotes. C'est à la salle de la rue Prince-Arthur, le 22 janvier, que se tint la deuxième réunion. On y avait convié les ouvriers à célébrer l'anniversaire de la mort de Lénine. La salle était ornée de banderoles invitant les assistants à s'enrôler dans le parti communiste. Là est le seul moyen, déclara un des orateurs, Alex Gault, de secouer la dictature économique qui nous opprime.

Cet anniversaire de Lénine a été célébré en plusieurs villes du Canada. A Timmins la célébration fut irradiée par le poste CKGB. Il y eut concert puis discours par Jack Gillbanks, secrétaire régional du Parti communiste, et Raymond Roy, secrétaire de district de la Ligue de la Jeunesse communiste.

Visite au Mexique

Le secrétaire de la section québécoise du Parti communiste canadien, M. Stanley Ryerson, a été délégué au congrès du Parti communiste mexicain, tenu à Mexico du 20 au 25 janvier. Il s'attacha dans le discours qu'il prononça à montrer la solidarité qui liait l'ouvrier mexicain et l'ouvrier canadien. Plusieurs de leurs oppresseurs sont les mêmes, dit-il; ainsi, « la Banque canadienne de Commerce est la propriétaire de la Compagnie de Tramways du Mexique et d'autres entreprises capitalistes mexicaines. » Le gros obstacle au progrès du communisme au Canada serait actuellement, d'après M. Ryerson, la division du prolétariat, surtout dans Québec où les ouvriers canadiens-français ont formé des unions particulières. Mais nous en viendrons à bout, remarque le délégué. Le Parti communiste canadien n'a-t-il pas été déclaré illégal il y a quelques années? Nous avons livré une lutte vigoureuse pour recouvrer notre liberté. Le succès a couronné nos efforts. Le fameux article 98 a été rayé de la constitution. D'autres triomphes nous attendent contre les forces fascistes du Québec!

Attitude du premier ministre de Québec

De nouveau, à plusieurs reprises — notamment au dîner de la Fédération des Scouts catholiques, à la réunion des chefs de police et surtout au banquet qui lui fut offert par ses concitoyens des Trois-Rivières — le premier ministre de la province de Québec, M. Duplessis, a manifesté sa volonté bien arrêtée de ne pas laisser le communisme propager ses théories subversives au sein de notre population. A la grande surprise des convives, aux Trois-Rivières, il révéla qu'une organisation — dont l'*Action catholique* devait quelques jours plus tard exposer le fonctionnement — enrôlait à prix d'argent des recrues pour l'armée rouge de l'Espagne et fit appel au gouvernement fédéral pour qu'il refuse des passeports à ces futurs combattants.

Cornwall se protège

La ville de Cornwall, où s'agitent les éléments subversifs, vient d'adopter une mesure déjà en vigueur à Montréal: aucune circulaire ne pourra être distribuée si elle n'a obtenu auparavant le visa des autorités municipales. Le parti communiste fut le premier à demander une autorisation. Comme la circulaire présentée avait un caractère révolutionnaire, elle fut refusée. Tous les membres du parti et leurs amis ont été invités à envoyer une protestation au maire de la ville.

V. — Organisation corporative

Introduction

Pour restaurer une société que l'individualisme et le libéralisme économique ont déséquilibrée et conduite aux pires excès, deux solutions se présentent: ou l'étatisme socialisant qui, par une bureaucratie tyrannique, pénétrerait tous les champs d'activité, brisant la spontanéité et l'exercice des initiatives; ou une renaissance corporative qui, s'appuyant sur des institutions professionnelles, organiserait, disciplinerait métiers et professions pour établir une économie ordonnée, contrôlée. L'encyclique repousse la première et choisit la renaissance corporative.

Sujet d'une prenante actualité, non grâce à une fantaisie capricieuse ou snobisme élégant. Il s'impose à toutes les bonnes volontés. Mais quand nous parlons de corporatisme, il faut dissiper toute équivoque:

1° personne ne songe à revenir aux corporations du moyen âge qui ne cadreraient plus avec la vie économique si complexe d'aujourd'hui; 2° parce que l'Italie a réalisé des corporations modernes, il ne faut pas confondre corporatisme et fascisme, ou proclamer que les corporations italiennes respectent tous les principes de l'encyclique. Confusion pernicieuse due à l'ignorance ou à la malhonnêteté.

Nous diviserons en trois étapes l'étude du corporatisme:

A) Aperçu historique des organisations professionnelles.

B) La corporation: définition, cadres et fonctions.

C) L'État et la corporation.

PLAN D'ÉTUDE

A) Aperçu historique des organisations professionnelles

I. — LES CORPORATIONS AU MOYEN ÂGE

● **Définition:** l'union en un corps social de tous ceux qui font partie d'une profession dans une ville ou une région, patrons, maîtres, compagnons, apprentis. Son monopole: seuls les membres peuvent exercer le métier.

● **But:** préservation de la foi, de la morale et garantie de l'honneur professionnel (les confréries);

défense des droits personnels et de ceux de la profession;

réglementation du travail, conditions, qualité, salaires;

protection des malades, infirmes, vieillards, orphelins.

● **Organisation:** a) les degrés: apprenti, compagnon, maître.

b) l'autorité: le pouvoir royal qui accorde reconnaissance légale à la corporation; qui approuve les règlements et les modifications proposées;

le corps des jurés; choisis parmi les maîtres et élus par le suffrage, ils exercent le pouvoir exécutif dans la profession: en fixant les conditions du contrat de travail; en pourvoyant aux exigences de l'hygiène, de la morale, de la loyauté; en établissant les prix de vente, dirigeant la production, cherchant des marchés; en inspectant les ateliers, faisant observer les règlements par tous, (amendes, poursuites, etc.); en administrant la propriété de la corporation, le fonds de secours.

● **Avantages:** collaboration sociale entre les diverses catégories de membres et entre les professions;

discipline de la profession, par elle et pour elle;

protection du travail et des travailleurs.

● **Décadence:** A partir du xv^e siècle, peu à peu des abus s'introduisent, dus à l'égoïsme accapareur, à l'ingérence intempestive du pouvoir royal, au manque d'adaptation aux besoins nouveaux.

II. — APRÈS LA RÉVOLUTION

Les corporations demandaient une évolution, une restauration. La Révolution trouva plus simple de les détruire au nom de la « liberté chérie ». Le métier, la concurrence, la production, tout se fit sans entraves. Mais les plus forts, les moins scrupuleux l'emportèrent.

Règne de l'individualisme égoïste. Au XIX^e siècle, la misère des travailleurs devient affreuse. Pour l'amour de la « liberté chérie »!

Contre une exploitation éhontée, se dressa la réaction syndicale.

III. — LES SYNDICATS

● **Définition:** Union libre groupant séparément les hommes d'une même profession pour la défense d'intérêts communs. Syndicats ouvriers. Syndicats patronaux (rares!).

Ils se développent malgré l'individualisme des travailleurs, l'indépendance des patrons, le libéralisme des gouvernants. Approbation courageuse de l'Église par *Rerum novarum*.

● **Insuffisance:** Le syndicalisme est nécessaire mais ne suffit pas; il faut tendre à mieux. Car les syndicats manquent de coordination entre eux et rivalisent parfois âprement. Ils représentent des intérêts divergents, souvent opposés. Ils n'ont pas réussi à unir employeurs et employés, qui au lieu de collaborer demeurent des adversaires. Ils peuvent réclamer des réformes mais ils n'ont pas l'autorité ni la puissance pour discipliner la profession, régler les conditions de travail, pour diriger la production.

● **Conclusion:** Les syndicats ne donneront plein rendement qu'avec une organisation corporative, dont ils formeront la base essentielle, l'élément primaire.

BIBLIOGRAPHIE

MARTIN SAINT-LÉON, *Histoire des corporations de métiers*.

STANISLAS, *les Anciennes Corporations* (E. S. P. n° 166).

DESROSIERS, *Choisissons la doctrine sociale de l'Église ou la ruine* (17^e causerie).

CHAGNON, *Directives sociales catholiques* (E. S. P.), 8^e leçon.

DU PASSAGE-ANTOINE, *Économie sociale*, p. 445 sq.

COORNAERT (Émile), *Politique*, mai 1934.

(Reproduction interdite)

NOS PLANS D'ÉTUDE

Plusieurs collègues, couvents, associations nous ont demandé des tirés à part de nos plans d'étude sur les encycliques. Le travail en commun est grandement facilité si chaque élève ou chaque membre du cercle a sous les yeux le schéma du sujet qui est étudié. Nous nous rendons volontiers à cette demande. Nous avons fait tirer aussitôt le plan actuel sur « l'organisation corporative ». Ce feuillet de deux pages se vend:

10 sous la douzaine, 70 sous le cent, franco.

Il est entendu que chaque plan sera maintenant en vente à ce prix.

Quant aux plans qui ont déjà paru, nous attendrons, avant de les faire imprimer de nouveau, une demande suffisante. S'adresser au secrétariat de l'École Sociale Populaire, 1961, rue Rachel Est, Montréal.

La question sociale

PETIT CATÉCHISME

23. Qu'entend-on par ces mots: organisation professionnelle ou profession organisée?

Ces mots ont parfois désigné soit la corporation, soit le syndicat mixte ou séparé. Depuis les dernières encycliques surtout ils ont un sens nouveau.

Ils désignent un groupement plus étendu que celui du syndicat: un groupement qui comprend tous ceux qui coopèrent à l'exercice d'une même profession, c'est-à-dire les patrons et les ouvriers des diverses sections constituant, selon la nature de leur travail, une même profession.

« De même, dit Pie XI, que ceux que rapprochent des relations de voisinage, en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession, quelle qu'elle soit, à créer des groupements, des sortes d'organes naturels. »

Leurs intérêts étant solidaires, il est tout naturel qu'ils s'entendent.

On donne aussi le nom de *corporatisme* ou de *corporation* à ces groupements.

24. Quels sont les avantages de ces groupements?

Cette nouvelle forme de groupements professionnels aurait, semble-t-il, de grands avantages.

a) Elle corrigerait dans une certaine mesure les inconvénients de la loi de l'offre et de la demande. Patrons et ouvriers, employeurs, syndicats ouvriers et syndicats patronaux, et même syndicats mixtes à côté des autres sections de la profession, divisent en effet facilement les citoyens en deux classes, dont les intérêts s'opposent, comme en deux camps ennemis.

Juxtaposés dans ce groupement, tous les patrons et tous les ouvriers d'une même profession réaliseraient mieux l'unité dans leur activité commune. Ensemble, ils coordonneraient mieux la production, les conditions du travail, sa juste rémunération et aussi la consommation, et les justes prix de vente.

b) Par ces groupements corporatifs adaptés aux conditions présentes, l'activité des patrons et des ouvriers serait mieux orientée vers le bien commun de la société.

Mais une telle organisation se heurte à l'énorme difficulté d'unir ces sections multiples. Car, en se spécialisant et en se développant presque à l'infini, elles arrivent à se constituer des intérêts très différents et parfois opposés.

Pour réaliser cette union, il faudrait, au-dessus et peut-être aussi en dehors du groupement lui-même, une autorité compétente et incontestée, qui imposerait les directions et réglerait les conflits.

Les divers essais qui se font donneront sans doute la lumière nécessaire.

25. Y a-t-il encore place pour d'autres groupements dans le monde du travail?

Oui, en plus des syndicats, de l'organisation professionnelle ou corporatisme, on peut envisager encore:

a) L'organisation *interprofessionnelle*, c'est-à-dire les délégués des différentes industries chargés d'étudier et de promouvoir les intérêts de l'ensemble des industries d'un même pays.

b) Une certaine organisation *internationale*, dont le but, comme son nom l'indique, serait d'étudier et de traiter tous les problèmes qui concernent la production et la consommation, par les délégués de tous les peuples intéressés.

c) Enfin, au-dessus de tous ces groupements, conformément à ce qui s'est fait en Belgique, une organisation *chrétienne des classes*.

Cette organisation, sorte de confrérie moderne, se réserverait la formation *religieuse, civique et sociale* de ses membres. Ceux-ci demanderaient aux syndicats ce qui est d'ordre strictement professionnel, aux *mutualités* ce qui concerne le régime des assurances sociales, aux *coopératives* ce qui a trait à l'achat et à la vente.

Publications récentes sur le communisme

Retour de l'U. R. S. S., par André GIDE. Éditions de la Nouvelle Revue française, 124 pages, 6 fr.

L'asservissement de l'homme, l'avitaillement de la personnalité humaine, voilà surtout ce qui a frappé Gide durant son séjour en Russie et l'a rendu hostile à l'expérience soviétique. Ce témoignage est important. Et le livre, à ce titre, rendra service.

L'Économie soviétique, par Marc CHARBOT. Librairie générale, 36 pages. 3 fr.

Simple brochure mais bien documentée et dont le ton modéré fera admettre plus facilement les conclusions pessimistes.

Dogme et morale communistes, par l'abbé ANCEL. Éditions de la F. N. C., 94 pages, 2 fr.

Les communistes tendent la main aux catholiques. Que faire? L'auteur répond à cette question en analysant le contenu doctrinal du communisme et montrant comment il faut agir avec ses adeptes.

Pour connaître le communisme, par le R. P. DELAYE, S. J. Éditions Spes, 256 pages, 7 fr. 50.

Ce livre comprend deux parties. La première, la plus importante, est un « abrégé synthétique de la doctrine communiste ». Exposé objectif, coupé simplement par quelques notes très brèves pour signaler les

principales erreurs ou relever les contradictions les plus dangereuses.

La seconde partie du volume, intitulée: « Communisme 1936 », étudie plus spécialement cette nouvelle tactique du communisme que l'on peut appeler « antifascisme ». La lecture du chapitre « Le fascisme vu par le communisme » suffit à elle seule à donner la clé de bien des événements qui se sont déroulés en France depuis un an.

Le Mythe du communisme, par le R. P. VILLAIN, S. J. Éditions Spes, 3 fr.

L'auteur examine successivement les principes fondamentaux du communisme, son caractère religieux et ses méthodes de propagation, et il conclut en suggérant les procédés par lesquels on pourrait le combattre victorieusement.

Les Forces communistes au Canada, par le P. Georges DESJARDINS, S. J., 32 pages, 10 sous. En vente à l'E. S. P.

Étude documentaire, bourrée de faits et de statistiques. Elle devrait ouvrir les yeux des plus aveugles.

Communism and the Catholic Answer, par le R. P. LAFARGE, S. J. America Press, 32 pages, 5 sous.

Comment le catholicisme peut vaincre le communisme sur le terrain des idées, des vertus et des institutions.

Avez-vous trouvé un nouvel abonné pour "l'Ordre nouveau" ?